Le peuple valdôtain

1 • **L'Union Valdôtaine,** Mouvement politique qui se rattache aux principes du Fédéralisme global, a comme finalité d'assurer l'épanouissement du caractère ethnique et linguistique du peuple valdôtain ; d'en servir les intérêts culturels, politiques, sociaux et économiques ; de favoriser la coopération entre les communautés ethniques. **2 • L'Union Valdôtaine** s'engage à réaliser la souveraineté politique du Val d'Aoste par les voies démocratiques afin de seconder l'aspiration du peuple à l'autogouvernement dans le cadre d'une Europe unie des Peuples.

16 DECEMBRE 2010 • 0,40 euros • Poste Italiane S.p.A. – Spedizione in A.P. D.L. 353/2003 (conv. in L. 27/02/2004 n° 46) art. 1 comma 1 DCB – AOSTE • LVII année • N. 18121 **47**

www.unionvaldotaine.org
www.lepeuplevaldotain.it

Allocution du président de l'Union Valdôtaine Ego Perron
lors du Congrès thématique de l'Union Valdôtaine de samedi 11 décembre à Saint-Vincent

« Investir sur la formation pour un meilleur avenir »

EDITORIAL

Congrès thématique : merci à tout le monde

Ego Perron

Nous venons de terminer notre Congrès thématique consacré au travail. Quand j'ai proposé ce sujet, comme ce fut d'ailleurs le cas l'année dernière à propos du Congrès consacré à la bureaucratie, quelqu'un a accueilli cette proposition avec un peu de perplexité, en me soulignant surtout que le thème choisi était « difficile ». Sans doute, nous avons eu le courage de vouloir affronter un sujet peu banal. Il aurait été peut-être plus facile d'organiser, plus facile de discuter, d'écrire et de trouver des suggestions et des arguments sur autre chose. Il n'aurait pas été nécessaire de procéder non plus à une analyse même honnête, concrète et approfondie de ce que nous sommes en train de faire pour donner des réponses concrètes aux citoyens de la Vallée d'Aoste. Mais, je l'ai dit et je le répète, l'Union Valdôtaine veut représenter un Mouvement qui sait assumer ses responsabilités. Si nous continuons à obtenir cette confiance de la part des gens, c'est parce que nous sommes capables de prouver cela vis-à-vis des Valdôtains qui nous voient toujours et encore comme leur point de repère politique fondamental. Nous avons accompli une bonne journée de travail. Quelques pessimistes, pas toujours de bonne foi, disaient que la participation, à ce Congrès, serait faible ou nulle. Cette prévision catastrophique a été démentie par les faits et par l'extraordinaire participation, à l'exception de quelques absences, et contribution de tous les délégués qui ont voulu assister à l'un des rendez-vous les plus importants de la vie de l'Union Valdôtaine.
Je remercie encore la participation des associations extérieures à l'Union Valdôtaine, Confidustria régionale et nationale, en particulier le président Albert Bombassei, des artisans, de la Chambre du Commerce, des professions libérales, des agriculteurs, du syndicat et des hôteliers. Merci à nos représentants municipaux qui ont voulu être présents et qui ont apporté leur contribution. Merci aux Assesseurs régionaux qui sont intervenus au cours des débats avec leurs contributions enrichissantes. Merci au Président de la Région de nous avoir réaffirmé le profond engagement de l'Administration régionale dans ce sens, au Sénateur pour son intervention éclairante et au Président du Conseil régional.
Merci surtout aux délégués et aux sections qui ont voulu participer avec engagement à nos travaux et qui sont restés avec nous toute la journée. Je ne veux pas entrer dans les contenus de la motion finale mais je vous invite à la lire attentivement.
Elle contient des indications très précises pour notre Mouvement et pour nos élus. Elle contient des lignes d'orientation et des visions assez nouvelles par rapport à ce que doit être notre attitude envers le monde du travail. Nous réaffirmons, avec force et détermination, que l'Union Valdôtaine plutôt que de manifester avec des slogans préfère les faits et les actions concrètes, même si parfois elles sont moins évidentes et lisibles en première page dans les journaux et dans la presse. Nous sommes un Mouvement concret qui fait de son action et des réponses qu'il apporte, l'un des points forts de sa conduite et de son comportement. Nous avons réaffirmé, et nous avons conscience de cette responsabilité, que le travail est l'une de nos priorités et que, à ce propos, nous nous sommes engagés tous les jours, à travers notre travail et nos actions, en faveur du peuple valdôtain.

Chers amis de l'Union Valdôtaine, chers congressistes, mesdames, messieurs merci à vous toutes et à vous tous d'être présents à ce rendez-vous très important de la vie du Mouvement.
Un rendez-vous durant lequel nous retrouvons notre base, la racine la plus profonde et la plus élargie de notre organisation et nos adhérents. Le Congrès. L'organe qui représente vraiment, à fond notre force et notre enracinement sur le territoire et dans les Communes de la Vallée d'Aoste.
Votre présence, nombreuse et qualifiée, en est la preuve même si pen-

SUITE PAGE 6

MOTION FINALE

Le Congrès de l'Union Valdôtaine, réuni à Saint-Vincent le 11 décembre 2010,

Rappelant que le travail est une valeur fondamentale, reconnue comme telle par l'article 1 de la Constitution italienne ;

Estimant que le droit au travail, figurant parmi les principes constitutionnels, représente l'un des domaines essentiels de la vie de tous les citoyens et qu'il doit être entendu comme outil de promotion de la dignité humaine individuelle mais également d'indépendance économique, de croissance sociale et culturelle de toute la société ;

Compte tenu qu'au droit au travail correspond le devoir, pour tout travailleur, de contribuer par ses capacités et son engagement au progrès social et économique de sa communauté, en s'adaptant aux exigences de celle-ci et aux contingences du marché du travail, qui imposent de plus en plus une capacité de flexibilité et de mobilité aussi bien entre le secteur public que le privé ;

Prenant acte, par ailleurs, que notre société traverse aujourd'hui une grave crise qui touche non seulement tous les secteurs économiques, le management et les organisations, mais aussi, dans une perspective plus ample, tous les domaines de la vie, y compris ceux qui, pendant longtemps, sont apparus les plus stables ;

Constatant qu'en Vallée d'Aoste aussi cette crise a des retombées dans tous les secteurs économiques et qu'en particulier l'administration publique ne pourra plus constituer le domaine prioritaire, capable d'apporter des réponses exhaustives par rapport aux demandes d'emploi qui devront s'orienter de plus en plus vers la recherche d'un parcours professionnel dans le secteur privé de la petite et moyenne entreprise liée au territoire valdôtain ;

Estimant nécessaire, à ce propos, de faire appel au sens de responsabilités des travailleurs, des organisations syndicales et des administrateurs, afin de poursuivre un dialogue serré pour achever la réorganisation de l'Administration publique ;

Voulant que l'Union Valdôtaine continue à représenter le point de repère de la politique valdôtaine, en exerçant son rôle de Mouvement ouvert à la discussion des problèmes et disposé à les affronter et à proposer à la communauté des solutions valables et efficaces ;

Estimant que ses élus ont le devoir de guider notre Région pour surmonter la crise ;

DONNE MANDAT A SES ELUS au niveau du Parlement Italien et à l'échelon régional et communal, de soutenir toutes les initiatives, y compris au niveau institutionnel, qui vont dans le sens de :

- **valoriser** le capital humain, qui est la clé du succès des entreprises et de l'Administration publique ;
- **aider** les gens, notamment les jeunes, à explorer et à exploiter leurs opportunités, à réaliser leurs aspirations, qui ne consistent pas simplement à gagner leur vie mais à accomplir leur développement individuel par le travail au sein d'une société qui leur demandera de plus en plus un esprit d'adaptation et une flexibilité accrue de leurs compétences en s'adaptant au mieux aux conditions changeantes du marché ;
- **favoriser** la formation et la valorisation des compétences, qui sont au centre de tous les progrès individuels et collectifs, en ne se limitant pas uniquement au financement de la formation permanente, mais en inscrivant le travail dans une dynamique continue d'acquisition de savoir et de savoir-faire, avec une attention particulière aux domaines de la recherche et de l'innovation ;
- **soutenir** les travailleurs salariés dans les processus d'adaptation au marché du travail, pour éviter qu'ils se trouvent seuls face à l'accélération du rythme du changement et à la nécessité d'évoluer et de s'adapter, en appuyant notamment les employeurs dans leur devoir de former, renouveler, et enrichir les savoirs et savoir-faire de leurs employés, ainsi que les salariés dans leur devoir de s'engager à élargir leurs compétences ;
- **lier** les rémunérations aux performances lorsqu'elles comportent une part variable proportionnelle aux résultats atteints ;
- **reconnaître** l'importance des travailleurs, non pas dans une logique de conflit avec l'employeur, mais dans une perspective de valorisation de leurs capacités et de leurs compétences et savoir-faire ;
- **mettre en valeur et encourager**, dans le secteur privé, le travail manuel, les activités artisanales et les petites et moyennes entreprises ;
- **donner**, dans le secteur public, un exemple de sobriété, en faveur d'une réduction des coûts de la « machine institutionnelle », en continuant le travail de simplification des procédures administratives.

...» fin de citation

lcaveri@gmail.com

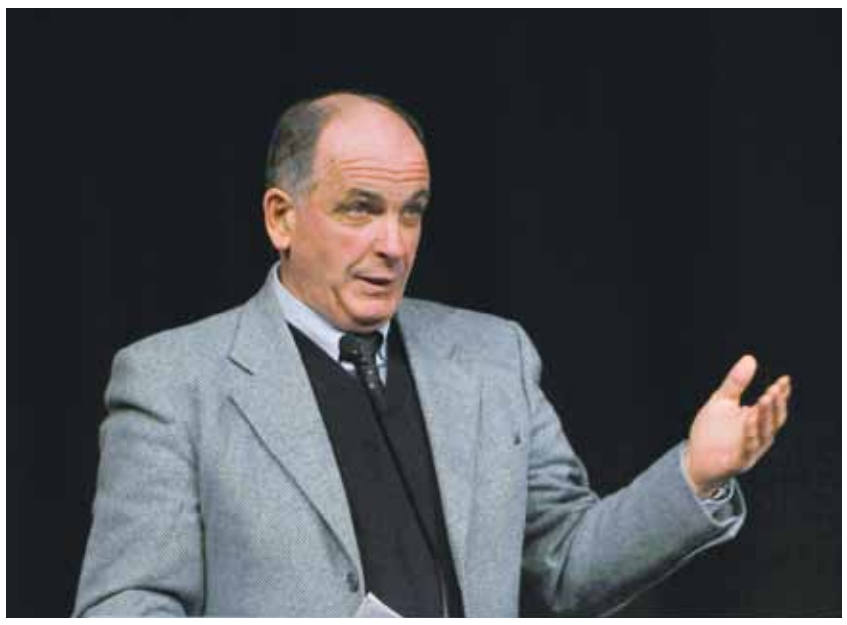
«Une heure de lecture est le souverain remède contre les dégoûts de la vie»
Montesquieu

Un livre : un cadeau de Noël

Allocution du président de la Région Augusto Rollandin

« Les actions de l'Administration régionale pour soutenir le monde du travail »

Je voudrais démarrer en faisant deux considérations sur le travail, compte tenu que cela représente un choix courageux pour l'Union Valdôtaine de faire un Congrès sur un sujet si difficile.
Au début de cette législature, l'un des choix les plus importants fut le programme triennal pour l'emploi avec la collaboration des membres de la Junte et surtout des présidents des Commissions André Rosset et Diego Empereur, qui avec la collaboration des forces sociales et syndicales nous ont amenés à réaliser et à approuver au Conseil régional un programme qui est très engageant et qui va dans la direction, avant tout, de réorganiser le département du travail. Je dois souligner la sensibilité et le travail du responsable de ce département Roberto Vicquéry, qui a déjà obtenu des résultats très importants par rapport à ce que nous nous étions fixé.
Et, bien sûr, ce programme de travail nous a donné des indications qui vont être réalisées petit à petit, compte tenu, des changements auxquels nous sommes confrontés.
Au mois de septembre 2008, nous avons réalisé que la crise était bien là : je crois que comme tout le monde, face à la crise, on s'est demandé quel était le problème, qu'est-ce qu'on pouvait faire par rapport à ce qui se passait au niveau mondial et qui avait comme conséquence directe et normale une répercussion aussi au niveau de notre Région. On a donc approuvé début 2009 - grâce à la participation de toutes les forces politiques, sociales et syndicales - une loi qui allait donner les orientations pour cette période de crise : et il faut considérer qu'on ne savait pas alors, et malheureusement, on ne le sait toujours pas encore aujourd'hui, combien de temps cette crise aurait duré.
En 2009, nous pensions que la crise durerait une année ou deux : on est fin 2010 et l'unique assurance qu'on a, c'est que 2011 sera encore malheureusement une année très difficile. En 2009, on avait proposé deux piliers d'interventions concernant les subventions à utiliser pour soutenir l'emploi, les petites entreprises, l'artisanat, le commerce, et tous les secteurs productifs qui en quelque sorte devaient résister à cette période difficile.
Et l'autre pilier était la famille, dont je ne parlerais pas aujourd'hui. Je veux, au contraire, revenir sur la question de la crise : la question de la crise nous a mis face à une disponibilité d'argent, de l'argent pour maintenir les investissements qui avaient déjà été faits et, en quelque sorte, pour maintenir les engagements qui avait été pris pour les années à venir et qui risquaient de mettre en difficulté l'ensemble du système car la question du travail



est le résultat des investissements : les investissements dans tous les secteurs et, bien sûr, le soutien aux entreprises. Car il est juste de rappeler que le travail est un droit : ce qui est difficile, c'est de répondre après à la question, mais comment agir et donner un suivi à ce droit ?
Et là, nous nous retrouvons à jouer chacun notre rôle. Notre Administration régionale essaye de donner une réponse. Eh bien, je crois que là l'intervention directe et immédiate en ce qui concerne le système des emprunts, le fait de donner des garanties aux banques a permis en quelque sorte de sauver les entreprises, grandes et petites. Eh bien là, nous avons pu conserver un certain nombre d'emploi. Et à propos d'emploi, il faut tout de suite faire une distinction : emploi public et emploi privé, emploi temporaire et emploi définitif.
Qu'est-ce que l'emploi public ? En Vallée d'Aoste, c'est l'Administration régionale, les Communes, les entreprises appartenant à la Région, l'Unité sanitaire locale et les autres organismes de l'Etat qui ont quand même la possibilité de donner du travail, à savoir l'Inps et l'Inail.
Bien, on est confronté aujourd'hui à une autre difficulté en plus de la crise : la manœuvre financière que l'Etat a dû interpréter face aux engagements européens. L'Etat italien a dû prendre des mesures exceptionnelles qui ont eu également des retombées immédiates sur notre petite communauté. On a essayé de réduire autant que possible le poids de cette intervention et ses conséquences sur la disponibilité financière du budget de l'Administration régionale.
Mais cela a entraîné également des répercussions assez précises pour l'avenir : selon la loi 122 (sur laquelle on a bien sûr entrepris des recours à la Cour Constitutionnelle pour toute une série d'articles), on doit maintenant diminuer les emplois aussi dans le secteur public de l'Administration régionale pour un total de 50%. Là il est clair que tous ceux qui n'avaient pas d'emploi définitif, mais un travail précaire et temporaire, auront des problèmes.
Evidemment, des moments de difficulté persistent, et avec les forces syndicales et les autres forces politiques, on avait travaillé sur la façon de s'en sortir, sur ce qu'on pouvait imaginer pour dire « *si 50% de ces personnes perdent leur emploi, cela entraînera deux graves répercussions* ».
La première est qu'évidemment pour une raison très simple, si ces personnes travaillaient, elles sont donc utiles puisqu'elles font un travail indispensable dans le domaine de la santé, du social, là où des personnes qui ne sont aujourd'hui pas encore embauchées d'une façon définitive travaillent, ou encore l'assistance aux personnes handicapées et l'assistance aux personnes défavorisées dans les écoles.
Et après, il y a tout un autre secteur, fait de personnes qui travaillaient dans le domaine des manifestations ou dans le secteur agricole ou auprès des travaux publics qui, bien sûr, représentent du personnel temporaire, mais qui sont, à la fin de cette addition, plus de 1.200. Alors, si le système est de dire "*la loi est claire, on ne peut pas accepter que la moitié de ces personnes soient au chômage*", vous pouvez comprendre que pour une petite communauté comme la nôtre, licencier du jour au lendemain presque mille personnes (en prévoyant aussi ceux qui travaillent dans le domaine de la santé, là où on a prévu une règle particulière), c'était peut-être trop, je dirais même impossible. On a imaginé alors une loi qui, en prévoyant une société de services, puisse résoudre ce problème. Je crois que c'est une réponse qu'on a essayé de donner, mais c'est une solution qui, je l'avoue, n'est pas le maximum. On voudrait trouver la possibilité de stabiliser, de faire tout ce que tout le monde souhaite, lorsqu'on parle de travail : on aimerait que tout le monde soit satisfait, que tout le monde puisse travailler, mais la réalité est différente.
On essaye de faire alors un pas à la fois, et de donner des réponses satisfaisantes. Et j'avoue aussi, je le dis ici, que de la part des autres forces politiques l'unique solution alternative est une solution impraticable, même du point de vue technique : là ils ont voulu faire encore une fois mine de trouver des solutions, mais ils n'ont rien trouvé et alors l'unique possibilité est celle que la majorité des forces qui aujourd'hui représentent l'Administration régionale a essayé de porter de l'avant. Et ça, c'est la partie publique.
Même discours pour les Communes et pour les Communautés de Montagne : il y aura sans doute une réduction possible du personnel. Mais par rapport à ce qui se passe ailleurs, les Communes valdôtaines peuvent s'organiser pour régler le problème de l'emploi comme le prévoît une loi régionale.
Au contraire, sur la question des sociétés appartenant à la Région, un double problème existe. Il y a des sociétés faisant partie de l'Administration régionale et des Communes, comme les petites sociétés des remontées mécaniques : je l'avoue, là aussi, s'il n'y avait pas l'intervention supplémentaire de la "Finanziaria" qu'on vient d'approuver, toutes ces petites sociétés ne pourraient même pas ouvrir à nouveau, car la loi prévoyait que si elles ont des budgets déficitaires, elles ne peuvent plus être soutenues et, donc, il n'y avait pas la possibilité d'intervenir, même s'il y avait l'argent.
Les Communes voulaient intervenir, mais elles ne pouvaient pas le faire. Alors, là aussi on a travaillé pour conserver les emplois, pour avoir la possibilité d'utiliser ces services de petits réseaux.
Pour le secteur public, je veux faire référence à deux aspects : les fonds européens et les fonds Fas, les fonds nationaux qui malheureusement jusqu'à présent sont encore un mystère. Très souvent, on avait utilisé ces fonds (qui étaient nés pour des investissements) pour payer la caisse de chômage dans différentes périodes.
En ce qui concerne les fonds européens, je dois avouer, au contraire, que la Vallée d'Aoste est l'une des trois Régions qui ont utilisé tous les fonds européens disponibles. Cela signifie postes de travail, projets, rapports internationaux très utiles qui ont permis à l'Administration régionale d'embaucher du personnel qualifié.
Je crois, donc, que le secteur public joue un rôle important dans son ensemble et que très souvent il est impliqué dans l'embauche directe, mais aussi pour le soutien qu'il donne au secteur privé. Car si on va voir ce qui se passe dans le secteur privé, il y a une intervention directe de la part de l'Administration publique et de la Finaosta. Je crois que toute société présente en Vallée d'Aoste a reçu une aide du secteur public. Je le dis car très souvent on entend dire "*ce serait bien que le secteur public ne fasse pas d'ingérences dans le secteur privé*" : vraiment, nous sommes là et nous ne voulons pas faire d'ingérence, en principe ce sont toujours les sociétés privées qui viennent demander une aide.
Je voudrais le souligner, car autrement on risque d'imaginer que c'est l'Administration régionale qui veut tout faire, qui veut s'insérer dans le secteur privé. Ce n'est pas le cas : ce sont les sociétés privées qui

Le peuple valdôtain
Hebdomadaire de l'U.V. et du groupe de l'U.V. au Conseil régional

Editeur
« Nouvelle Editrice Le Peuple » S.r.l.
27, 29 Av. des Maquisards
Aoste - Tél. 0165.234140
Fax 0165.261469
redaction@lepeuplevaldotain.com

Directeur responsable
Giuseppe RIVOLIN

La page 8 est coordonnée par le Groupe U.V. du Conseil de la Vallée

Enr. trib. d'Aoste n. 2 du 24-5-1954

TIPOGRAFIA DUC
16, Grand-Chemin - Saint-Christophe
Tél. 0165.23 68 88
Fax 0165.18 45 153

IMPRIMÉ SUR PAPIER RECYCLÉ

PUBLICITÉ s'adresser à
MUSUMECI SPA
97, loc. Amérique - 11020 Quart
Tél. 0165.76.12.06 - Fax 0165.76.11.12

ABONNEMENTS :
€ 25 Italie – € 30 Etranger

TARIFFE INSERZIONE
TARIFFE A MODULO

CLIENTI LOCALI
• Commerciali : € 21,00 al modulo
• Occasionali : € 26,00 al modulo
• Finanziari, legali : € 31,00 al modulo

CLIENTI NAZIONALI
• Commerciali : € 26,00 al modulo
• Occasionali : € 36,00 al modulo
• Finanziari, legali : € 41,00 al modulo

SCONTI PER INSERZIONI CONTINUATIVE

Questo periodico è iscritto all'Unione Stampa Periodica Italiana

viennent, ici comme ailleurs. Je veux vous rappeler qu'au Piémont et en Lombardie, le principe sur lequel ont misé les différentes Administrations publiques est de dire combien et comment elles veulent favoriser les entreprises qui viennent dans leur région : et la Vallée d'Aoste a fait la même chose. Evidemment, nous avons aidé les entreprises qui sont venues en Vallée d'Aoste, et à ce sujet, je voudrais rappeler que les interventions qu'on a prévues, pas seulement pour la période de crise, sont importantes. Pour la période de crise, je voudrais rappeler la réduction de 25% de l'Irap au-delà des différents emprunts. Je veux rappeler les interventions pour la recherche et les aides sur l'énergie pour les petites et moyennes entreprises en Vallée d'Aoste en obtenant quand même un rabais de presque 20%.

Je crois que ce n'est pas peu de chose. Alors, tout ça c'est le secteur public pour favoriser les industries privées, les entreprises, qui veulent venir en Vallée d'Aoste. Bien sûr, on est là aussi pour discuter d'un grand projet, le projet qui autrefois était l'application de l'article 14, la zone franche, mais maintenant le sens de la zone franche n'est plus le même qu'il y a 60 ans. Dans ce cas, on veut voir si l'on peut prévoir des interventions de défiscalisation pour les industries qui viennent en Vallée d'Aoste, en sachant qu'aujourd'hui, étant donné que nous avons eu dernièrement le fédéralisme fiscal, très probablement la défiscalisation sera à la charge de l'Administration régionale. L'importance est de pouvoir se servir d'une série de possibilités d'aider les petites et les moyennes entreprises qui ne polluent pas, qui soient attentives à l'environnement et qui puissent s'installer en Vallée d'Aoste et, surtout, créer des emplois.

Le problème est justement comment favoriser les emplois. Je crois que toutes ces questions qu'on a essayé de résoudre vont dans la direction de soutenir l'emploi. En cette période, on a essayé de faire redémarrer la question du logement et le problème du bâtiment : on a approuvé le "Piano Casa", qui donne la possibilité de donner à chacun des citoyens la possibilité d'effectuer de petits travaux sur une échelle de 20%, qui peut aider le secteur du bâtiment. Il faut avouer qu'on n'a pas obtenu un résultat proportionnel à l'attente, et peut-être quelque chose n'a pas fonctionné, en revenant sur la bureaucratie. On nous a répété que les démarches qu'il faut faire sont encore malheureusement trop compliquées. Et aussi en ce qui concerne la bureaucratie, je voudrais dire qu'après le Congrès fait l'année dernière à ce propos, l'Administration régionale a prévu toute une série d'interventions pour réduire la bureaucratie, ce qui signifie réduire le délai pour donner des réponses. Tout cela a été fait pour chaque Assessorat : réduire les modèles et tous les documents qui sont nécessaires et surtout faire en sorte que lorsque quelqu'un présente des documents dans un Assessorat il y ait une banque de données pour faciliter le travail.

Je crois, donc, que l'Administration régionale a aidé les petites et les moyennes entreprises, les artisans pour réduire l'impact de la bureaucratie. Je partage malgré tout l'observation qui a été faite par les artisans, qui sont en ce moment les plus démunis du point de vue de l'organisation structurelle. Qui a deux ou trois employés dans son entreprise ne peut pas se permettre d'avoir une personne en plus qui puisse se rendre dans les différents bureaux ? Et c'est la raison pour laquelle on doit intervenir davantage dans ce secteur.

Le problème du travail est de faire en sorte que le Plan qu'on a approuvé puisse petit à petit être porté de l'avant grâce à la formation professionnelle qui puisse augmenter l'embauche et la possibilité de trouver un emploi. Et on est en train de faire un autre travail très important : j'ai écouté attentivement toutes les suggestions présentées ce matin par Confindustria sur les différents pourcentages sur l'éducation et à propos de l'université.

Là aussi, nous avions un chiffre sur les personnes qui étaient à la recherche d'un emploi, à peu près dix mille. Alors, avec le département du travail, on a convoqué les intéressés en leur disant : "*vous appartenez à ceux qui n'ont pas d'emploi, quelle est votre situation ?*".

Et bien, on a découvert qu'environ 60% n'était pas à la recherche d'un emploi, car ces personnes n'ont même pas répondu. D'autres se sont présentés et on leur a dit : "*bien on aurait ce poste*". Et ils ont répondu : "*cela ne nous intéresse pas*". Mais ceux qui n'acceptent pas certains postes sont effacés, parce que ce sont des personnes qui ne cherchent pas de travail, mais qui cherchent un bon travail, un travail qui puisse leur permettre de se balader.

Vous comprenez que ce travail n'est pas tellement agréable, mais c'est indispensable pour comprendre quelle est vraiment la situation des chômeurs. D'autre part nous avons eu des surprises avec les personnes qui ont des diplômes, des personnes qu'on imaginerait donc à la recherche d'un boulot. Une entreprise de la basse Vallée avait contacté des personnes diplômées pour leur proposer un travail en leur garantissant un poste pendant deux ans. Plus de cent personnes se sont présentées et après l'entretien d'embauche, la moitié a refusé la proposition. Ensuite on a fait encore une sélection des candidats et à la fin la plupart disait : *"moi j'habite en haute Vallée, je ne peux pas me déplacer en basse Vallée. J'habite Châtillon, je ne peux pas aller à Pont-Saint-Martin".*

Vous comprenez que c'est un peu surprenant qu'en période de crise il y ait ce genre d'attitude. Enfin, sur cent personnes, seulement 18 ont accepté de travailler. Vous comprenez que sans généraliser, une formation professionnelle est sans doute importante, mais avoir une instruction est fondamentale.

La préparation scolaire au Val d'Aoste est de bon niveau, mais il faudrait parfois accepter certains postes qui ne sont pas exactement ce que l'on souhaiterait.

Et en ce qui concerne l'université, vous savez que l'Université de la Vallée d'Aoste a fait des choix importants : il y avait la "laurea breve" en psychologie, dont les inscrits chaque année augmentaient, on a décidé d'arrêter car on pensé que certaines spécialisations comme la psychologie n'ont pas tellement de débouchés. Certaines personnes qui, après leurs études, ne trouvent pas d'emploi ont des difficultés à accepter certains postes, puisqu'elles sont allées à l'université.

La morale c'est que ces personnes ont peu de chances d'en trouver un. Au contraire, les rapports entre l'université et le Polytechnique de Turin ont fonctionné : et c'est ce qu'on voudrait obtenir aussi pour les écoles de formation, qu'il y ait une formation qui puisse être capable de préparer le futur emploi. L'Administration régionale augmente les fonds pour la recherche et c'est un bon exemple de choix qui va dans cette direction.

J'ai apprécié également la disponibilité des forces syndicales de travailler ensemble, ce qui signifie ne pas être toujours d'accord sur tout ce qu'on vient de dire, car par exemple nous n'acceptons pas le fait donner un salaire gratuitement.

Nous sommes disponibles à trouver du travail, si quelqu'un travaille, on le payera, mais si quelqu'un ne travaille pas le fait de le payer n'appartient pas à notre philosophie.

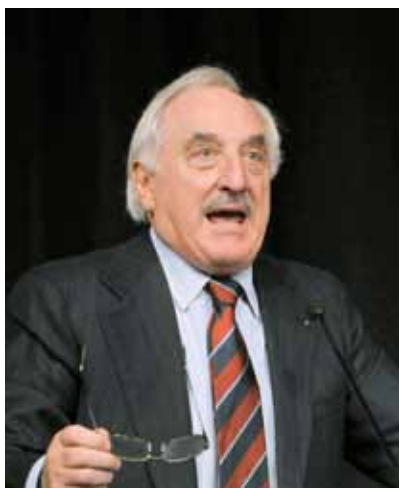
J'ai beaucoup apprécié les interventions qui m'ont précédé et j'espère qu'en tant qu'Administration, avec le soutien des membres qui font partie de la majorité, on aura un dialogue constant avec les Communes : je veux rappeler que le lien avec les Communes est fondamental pour l'Administration.

Cette collaboration, cette possibilité de travailler ensemble, d'accepter les suggestions est vraiment nécessaire dans un moment difficile. Et c'est difficile pour tout le monde, car lorsqu'on parlait des banques et des Confidi, l'Administration régionale a essayé d'être responsable par rapport à ce que représente le financement public qu'elle donne au Confidi, car les Confidi travaillent grâce à l'intervention de l'Administration régionale.

Alors là, il s'agit d'argent public et on nous demandera bientôt justement d'annoncer le résultat : si le résultat n'est pas proportionnel à l'intervention, nous sommes responsables. On a apprécié le travail qui a été fait jusqu'à présent, mais le monde a changé, les garanties que les petits artisans doivent donner, s'il n'y a pas quelqu'un qui garantit pour eux, ne sont plus les mêmes. Alors c'est un travail inutile. S'il y a au contraire une Confidi forte cela permettra d'obtenir des emprunts à un taux assez réduit par rapport au passé, on arrivera à un résultat commun : relancer l'emploi. Alors voilà, notre but est de travailler ensemble pour essayer de résoudre le problème de l'emploi.

Merci de votre attention.

Augusto Rollandin



Alberto Bombassei

Guido Corniolo

Silvana Perucca

Cesare Grappein

Luciana Blanc Perotto

Alessia Démé

Les points forts des interventions présentée

Les idées des Sections, des

Le président de l'entreprise Brembo et vice-président national de Confindustria Alberto Bombassei a été la "vedette" du Congrès thématique de l'Union Valdôtaine de samedi dernier, 11 décembre, à Saint-Vincent.

Mais pendant la journée de travail, les orateurs qui ont pris la parole sur le podium de la salle "Monte Bianco" du centre des congrès de l'hôtel Billia ont été nombreux.

Les travaux ont été ouverts par les salutations du syndic de Saint-Vincent Adalberto Perosino et du président de la section locale Stefano Juglair.

A suivre les allocutions du président de l'Union Valdôtaine Ego Perron et du sénateur de la République Antonio Fosson : le discours du président de la Région Augusto Rollandin a terminé la matinée.

Les associations des catégories économiques et le syndicat des travailleurs valdôtains Savt ont exposé leur vision des faits sur l'argument de cette édition du Congrès, à savoir le travail.

Pendant l'après-midi, ça a été le tour des sections de l'Union Valdôtaine, qui ont présenté leurs documents à ce propos.

MATIN

Alberto Bombassei, fort de son expérience de plus de quarante ans d'activité dans le domaine de l'industrie, a expliqué *« que la crise des dernières années n'a pas trop changé les choses. L'Italie connaît depuis quinze ans le phénomène d'un taux de croissance inférieur aux autres pays d'Europe. Et si on ne produit pas de la richesse, on ne produit pas de nouveaux postes de travail. Pendant cette période, il faut que tout le monde travaille ensemble, travailleurs et entrepreneurs. On doit en finir avec le "mur-contre-mur" entre les deux différentes factions. La parole la plus importante doit être "productivité" : il est grand temps de changer nos habitudes de travail, comme l'a fait comprendre aussi le chef d'entreprise de Fiat Sergio Marchionne. Tout le monde doit faire des sacrifices, y compris les ouvriers et les employés »*.

Guido Corniolo, secrétaire du Savt, a répondu à Bombassei en disant partager à *« 90% de ce qu'il a dit. Mais le syndicat existe surtout pour protéger les personnes les plus défavorisées, ces personnes qui trop souvent se voient nier leurs droits sur leur poste de travail, sans parler de leur nationalité. Le défi qui nous attend à l'avenir est clair : nous devons nous remettre en course. Et pour cela, le Gouvernement doit soutenir les entrepreneurs et les coopératives aussi, qui au Val d'Aoste sont une très bonne ressource d'emploi. Et l'on veut dire non à des modèles comme les pépinières d'entreprises qui sont désormais désuets »*.

Silvana Perucca, présidente de l'Adava (association des hôteliers) a voulu rappeler *« la difficile situation valdôtaine de la catégorie, obligée à un travail saisonnier qui comporte de grandes difficultés du point de vue de la recherche du personnel. On se trouve souvent à devoir travailler avec des personnes qui ne sont pas d'ici, et la formation est de plus en plus difficile. Il faut investir sur les jeunes d'ici, comme le fait l'Ipra de Châtillon, qui malgré tout ne suffit pas à satisfaire les demandes d'emploi. Et il faut aussi que nos jeunes comprennent que travailler dans le tourisme est une profession honorable »*.

Cesare Grappein, porte-parole des artisans de CNA, a rappelé *« que la crise n'est pas terminée, et que notre catégorie est celle qui souffre le plus dans ces moments là. L'accès au cré-*

es samedi au Congrès de l'Union Valdôtaine

associations et du syndicat

dit est presque impossible pour nous, et l'on ne peut pas espérer faire renaître un Pays sans l'aide de cette catégorie qui embauche jusqu'à 60% des travailleurs italiens. Il faut changer quelque chose : il faut que l'Administration publique investisse sur les consortiums d'entreprises, et que la société commence à primer ceux qui ont plus de mérite».

Osvaldo Chabod, pendant l'après-midi, a lu le rapport de la Chambre des Entreprises et des Activités **Pierantonio Genestrone**. Un rapport selon lequel *«les entreprises valdôtaines sont en bonne santé, tout en prenant acte de la période difficile, et que les mesures contre la crise appliquées par l'Administration régionale ont donné des résultats satisfaisants»*.

APRÈS-MIDI

En ouverture, la présidente de la "Consulta femminile" **Luciana Blanc Perotto**. *«On ne travaille pas que pour les femmes, mais pour la société, qui souvent ne se rappelle pas ce que sont les "pari opportunità". L'égalité des chances entre hommes et femmes est nécessaire dans un Pays qui veut croître et évoluer»*.

Alessia Démé, de la section de Brissogne, a parlé de la situation du système scolaire. *«Il est indispensable* – a dit la syndicaliste du Savt-Ecole – *de conserver une école valdôtaine. Ici les choses fonctionnent, à la différence du reste de l'Italie où les réductions de la part de l'Etat ont réduit la capacité d'innovation. Et dans tout ça, le Gouvernement national finance les écoles privées»*.

Elso Gérandin a parlé en tant que président du Celva, l'organisme qui représente les Communes valdôtaines. *«Pendant cette période, il est nécessaire que différentes Communes travaillent ensemble. Le rôle de l'Administration publique doit être de trouver des solutions pour augmenter la disponibilité financière des entreprises privées et des familles»*.

Manuela Zublena, au nom de la section de Saint-Marcel et en tant qu'assesseur à l'Environnement, a parlé *«de l'importance d'investir, aussi en cette période de crise, sur des entreprises propres et pour la sauvegarde du territoire. Les "green economies" apportent du travail, et l'exploitation des ressources doit être correcte»*.

Piera Diémoz, de la section d'Aoste-Ville, en intervenant à titre personnel a rappelé *«que lors du Congrès National en 2008, on avait assuré que le thème des salaires des Conseillers régionaux aurait été étudié par notre Mouvement. À plus de deux ans de distance, on n'a rien fait encore dans ce domaine. En ce qui concerne la situation politique, un changement de majorité au Conseil régional doit être soumis au Congrès National»*.

Nelly Celesia, vice-syndic de Sarre, a lu un document rédigé par des jeunes de son Pays. *«La flexibilité fait désormais partie de la nouvelle manière de voir le travail : on doit faire attention que tout cela ne se traduise pas par quelque chose de plus lourd pour les nouvelles générations»*.

Le syndic de Quart **Jean Barocco** a posé son attention sur le monde de l'emploi public. *«Autrefois, celui qui travaillait au sein de l'Administration publique considérait cela comme un honneur. Avant tout, on doit retrouver cette manière de penser. On obtiendra des résultats en ce qui concerne les grands défis de l'avenir avec la politique des petits pas»*.

Selon l'assesseur régional à l'Industrie **Ennio Pastoret** *«les informations sur le chômage au Val d'Aoste ne tiennent pas compte du changement de la population : il y a 10 mille unités de plus par rapport à 1989. Il est normal, en effet, qu'il y ait moins de salariés»*.

Stefano Aggravi, animateur principal de la Jeunesse Valdôtaine, a parlé *«d'une génération, la nôtre, qui paie peut-être le bien-être excessif des générations précédentes. Le travail manuel a perdu de son charme, l'envie de s'impliquer n'est plus présente : il faut changer, et rapidement»*.

L'assesseur **Aurelio Margurettaz** a remercié les Unionistes qui l'ont soutenu pendant le problème de santé qu'il a eu cet été. *«Notre petite dimension nous impose d'être plus dynamiques. Notre région a un tas d'opportunités de créer des emplois dans le secteur du tourisme qui sont souvent reprises par d'autres. C'est dommage»*.

Eleonora Preti a lu un document rédigé par les sections de la septième et huitième Communauté de Montagne. «*Il existe des ressources encore inexplorées dans chaque secteur du travail : avec un peu d'ambition, on réussira à les exploiter»*.

Marco Linty, de la section de Charvensod, a rappelé les difficultés des professions libérales, *«souvent soumises à un double problème : elles ont du travail, mais aussi beaucoup de difficulté à encaisser l'argent. Et souvent les jeunes oublient que la "gavetta" est importante»*.

Clôture avec le compte rendu des sections de la vallée d'Ayas. **Nadia Rolland** a parlé *«de l'abandon du milieu montagnard à cause du manque de services, et de la possibilité de développement des centres les plus petits. Les administrateurs doivent s'occuper des spécificités de chaque zone du territoire»*.

François Domaine

Piera Diémoz

Nelly Celesia

Stefano Aggravi

Eleonora Preti

Marco Linty

Nadia Rolland

Allocution du président de l'Union Valdôtaine Ego Perron
lors du Congrès thématique de l'Union Valdôtaine de samedi 11 décembre à Saint-Vincent

«Investir sur la formation pour un meilleur avenir»

SUITE DE LA PAGE 1

dant cette période difficile, beaucoup de monde est déjà occupé par autre chose. Je vous en remercie.
Je remercie également tous les représentants du monde du travail, des associations et du syndicat de l'industrie qui assistent à nos travaux et qui, encore une fois ont décidé de nous donner leur contribution, leur vision à propos d'un thème, le travail, qui nous est précieux et qui est l'une des priorités de la politique du Mouvement qui administre la Vallée d'Aoste.
Particolarmente apprezzata è oggi la presenza del dott. Alberto Bombassei, Presidente delle industrie Brembo e vice presidente nazionale di Confidustria che tra poco porterà al nostro congresso il suo contributo sulla situazione nazionale del paese da un osservatorio privilegiato quale quello di Confidustria Nazionale.
Grazie davvero per la sua prestigiosa partecipazione.
En cette période de difficulté politique, nous voulons représenter un Mouvement qui, sans doute, fait de la politique mais qui n'oublie pas les problèmes concrets des gens.
Notre époque traverse une révolution sociale et économique qui transforme la vie de centaines de millions de personnes, qui change leurs habitudes quotidiennes et professionnelles et, par conséquent, leur identité ainsi que leurs us et coutumes.
Ce type de croissance modifie la donnée économique et financière mondiale, tout comme les intérêts géopolitiques internationaux.
Désormais, la grande économie et la politique américaine ne cherchent plus chez leurs partenaires asiatiques des marchés pour exporter leurs produits mais plutôt des formes de collaboration privilégiées pour installer leurs industries sur ce continent. C'est en tenant compte de ce contexte global que nous devons faire l'analyse de notre situation du travail et mettre en place nos futures initiatives. Nous devons interagir avec ce type de système économique et situer notre action dans cette société globale : face à des horizons si vastes, nous pourrions avoir peur de la comparaison. Une attitude de fermeture serait le plus sûr moyen de perdre, à brève échéance, ce que nous avons si durement obtenu au cours des soixante dernières années d'histoire républicaine et d'autonomie régionale. Nous voulons représenter un Mouvement qui discute des questions concrètes, qui ne se retrouve pas seulement et exclusivement quand il y a les élections.
Cette année, nous avons décidé de discuter du travail étant l'un des arguments faisant partie des priorités et des agendas de toutes les forces politiques, d'un sujet que chacun de nous se trouve, inévitablement, à affronter au cours de sa vie.
A qui s'adresse le Congrès? Evidemment à nos élus, à nos inscrits et à nos organes. Parce que l'Union Valdôtaine a la responsabilité de gérer, d'administrer la Vallée d'Aoste, à travers la région et à travers les Communes. Et donc de faire des choix.
Mais aussi à la société valdôtaine dans son ensemble parce que nous voulons prouver que le travail est vraiment pour le Mouvement de l'Union Valdôtaine une priorité à laquelle nous dédions quotidiennement notre travail et nos efforts.
Pour les entreprises qui investissent et qui donnent du travail aux familles, aux salariés, aux employés, et qui continuent à avoir de la confiance et à investir dans une période de forte difficulté économique.

Précaires

A partir de ceux, notamment des jeunes qui très souvent ne trouvent pas de travail ou ne trouvent pas le travail pour lequel ils ont étudié et fait des années de sacrifices.
Cet argument est une opportunité pour parler aussi des jeunes. Notre vision fédéraliste nous amène à dire que pour l'Union Valdôtaine, il y a les personnes avant tout, et les jeunes aussi. C'est notre ambition. C'est notre engagement pour la Vallée d'Aoste du futur.
Je crois que pour transformer cette période difficile, de récession, en une opportunité de changement, nous avons besoin du talent, de l'énergie et des compétences des jeunes. C'est avec eux, et pour eux, que nous voulons bâtir la Vallée d'Aoste du futur. Une Vallée d'Aoste plus dynamique et compétitive parce qu'elle peut avoir de la force de travail motivée et compétente. Avec un marché du travail plus ouvert.
Et la qualité des emplois ne dépend pas seulement des réformes que nous sommes capable d'introduire dans le monde du travail. Nous devons expliquer, voilà l'un des rôles de la politique, aux jeunes et aux familles que les processus de changement sont efficaces seulement s'il y a aussi l'engagement et la responsabilité de chacun. Nous devons expliquer que les réformes du travail, peuvent aider, mais ne peuvent pas remplacer les comportements positifs des personnes et des institutions.
Il est de notre devoir politique de préparer les jeunes d'aujourd'hui aux marchés du travail de demain.
Sur ce terrain, nous sommes en train de faire beaucoup. Mais nous pouvons imaginer une réflexion, délicate, sur le rapport entre le système éducatif et formatif et le monde du travail. Discuter de la mobilité des étudiants universitaires, de la haute formation professionnelle, de la reconnaissance légale des diplômes, parce que parfois on assiste à un paradoxe : il y a des entreprises qui ne trouvent pas les travailleurs qualifiés dont elles ont besoin pour être compétitives et de l'autre côté des jeunes au chômage parce qu'ils ont parfois des compétences qui ne sont pas utiles au marché du travail ou inutilisables ou appartenant à des secteurs à basse croissance d'embauche. La formation technique représente une opportunité pour les jeunes et pour les entreprises mais je crois surtout qu'elle représente une nécessité pour le Pays.

La reprise économique ne pourra pas se passer d'une renaissance du secteur manufacturier et du "Made in Italy" qui sont historiquement liés à la formation technique. En nous rappelant toujours que les études supérieures ne sont pas un coût mais un investissement important pour le futur de notre communauté. Dans ce sens, nous devrons travailler pour mieux faciliter le passage et la transition de l'école au monde du travail. C'est une des problématiques du système Italie.
Un marché du travail qui doit toujours davantage tenir compte du phénomène de l'immigration. Je crois que rapidement, l'Union Valdôtaine devra discuter de ce phénomène afin que nous ayons une position même politique à ce sujet.
L'immigration est un phénomène mondial, que nous ne pouvons ni refuser ni nier, mais qu'il faut essayer de gérer correctement, en tenant compte que ce n'est pas une matière sur laquelle nous avons des compétences législatives.
Mais ce phénomène nous oblige à nous interroger par rapport au monde du travail et surtout à nous interroger sur la raison pour laquelle les Valdôtains ne veulent plus faire toute une série de métiers. Et donc nous sommes obligés de recourir à de la main d'œuvre, parfois même spécialisée, qui vient de l'extérieur. Combien de difficultés ont les entreprises à trouver de la main d'œuvre locale dans le secteur du bâtiment? combien de difficultés pour trouver des Valdôtains, heureusement il y en a, et nous devons leur rendre hommage, qui souhaitent travailler dans le dur secteur de l'élevage, en montagne ou tout simplement dans l'agriculture?
Pour quelle raison quand un restaurant ou un café ferme, ce n'est pas un Valdôtain qui en reprendra la gestion? Les Valdôtains préfèrent un emploi public plutôt que dans le privé. Il faut que nous nous interrogions à ce sujet. Ce sont là des symptômes certains d'un bien-être accru au fil des années pour notre région. Mais après, on se plaint du manque de travail.
Ce rendez-vous politique veut être également une opportunité pour nous interroger sur la vision de la Vallée d'Aoste que nous avons pour le futur, car à travers le monde du travail passe une certaine idée, même d'attitude culturelle vers le monde du travail, plutôt qu'une autre de développement de la Vallée d'Aoste.
La Vallée d'Aoste possède des richesses qui peuvent se traduire en opportunités encore plus fortes pour le monde du travail et l'Union Valdôtaine en est convaincue et consciente.

Le territoire : richesse et opportunité

Cette communauté a des ressources suffisantes et surtout une organisation adéquate pour imaginer une sorte d'autogouvernement? L'autogestion? Condition fondamentale pour être une communauté forte, bien enracinée et capable de montrer ses atouts en Europe sans perdre son identité et sa culture. Notre territoire de montagne représente un microcosme fantastique. L'eau, notre pétrole blanc, source de richesse et de travail. Les forêts, important décor du paysage, leur valeur commerciale est très peu exploitée. La pierre, utilisée pour bâtir les maisons, les rues, les murs, ressource négligée parfois intouchable. Les prairies des alpages, la richesse pour notre économie représentée par l'agriculture. Les vignobles qui produisent des vins très caractéristiques et très appréciés.
Mais encore le commerce, l'industrie, les nouvelles technologies, le tourisme avec ses périodes d'inactivité.

Vieillissement de la population

Nous devons nous occuper des problèmes qui dérivent du vieillissement de la population, en encourageant le vieillissement actif, c'est-à-dire encourager les travailleurs plus âgés à conserver leur force de travail.
Pour ce qui est de la sécurité sur le travail, il faut éviter l'exploitation qui amène aux accidents, combattre le phénomène de l'irregularité, en n'exagérant cependant pas avec les contrôles. Parfois notre monde du travail est exaspéré par les contrôles. Notre force devrait être d'imaginer de nouvelles formes et de nouvelles possibilités de travail. Je laisse à la sensibilité de chacun de vous de nous livrer les considérations que vous retenez les plus importantes pour une bonne réussite du congrès.
Nous avons voulu parler du travail parce que le travail est un droit de chaque individu, reconnu et protégé même par la Constitution italienne. Le travail est une partie essentielle de tout le parcours éducatif, formatif, professionnel d'une personne. L'entreprise et le milieu de travail sont le meilleur contexte pour développer le professionnalisme.
La génération d'aujourd'hui veut plus qu'un emploi, plus que simplement gagner sa vie. Les gens veulent un bon emploi. Ils veulent, justement, une carrière. Ils veulent réaliser leur développement individuel à travers le travail autant que des espoirs et des craintes de la vie de famille. Notre but devrait être de les aider à accomplir cette ambition. A partir du système éducatif, dont l'objectif devrait être d'ouvrir les aspirations pour tous les gens, jusqu'aux politiques pour l'emploi, la gestion des compétences, la formation et la famille, le but devrait être de donner aux gens plus de pouvoir sur les décisions qui les concernent. Ce sera en effet la marque de la prochaine génération. Malgré toute la pression, l'insécurité, et le changement les jeunes savent que le monde est beaucoup plus ouvert, riche de possibilités et d'opportunités que jamais auparavant. Notre tâche est de les aider à explorer et exploiter ces opportunités et à réaliser leur aspirations. L'Union Valdôtaine a voulu parler de travail, de développement, d'économie parce que nous revendiquons pour notre peuple le droit d'exister de par nos forces, de conserver notre identité, de nous autogouverner. Et pour exercer toujours mieux ce droit notre communauté doit compter toujours plus sur ces ressources. Cela ne veut pas dire que nous sommes contre la collaboration avec d'autres, au contraire. Nous sommes un Mouvement qui recherche le dialogue parce que une attitude de fermeture, même politique, serait nuisible a la Vallée d'Aoste. Le fédéralisme nous enseigne des valeurs comme la coopération et la solidarité. Mais encore une fois nous voulons démontrer que nous ne sommes pas ni des assistés, ni des privilégiés mais que nous possédons les ressources, même humaines, pour faire progresser la Vallée d'Aoste. L'Union Valdôtaine se sent engagée à travailler afin que chaque valdotain ait le droit à un travail, à un travail digne, qu'il ait la possibilité de le garder et de l'améliorer pendant sa vie.
A ce sujet nous continuons notre engagement en faveur de notre peuple comme nous l'avons toujours fait pendant 65 ans d'histoire Valdôtaine.
Vive l'Union Valdôtaine, vive la Vallée d'Aoste!

Ego Perron

Allocution du sénateur de la République Antonio Fosson

«Le travail, une valeur qui doit être défendue et valorisée»

Je remercie le président Ego Perron et le Mouvement de me donner l'opportunité d'être devant vous aujourd'hui. Je vous adresse également mes compliments pour avoir choisi cet argument qui est concret et extrêmement actuel. Aujourd'hui, par conséquent, nous ne voulons pas parler de théorie, d'alliances politiques mais plutôt de ce qui est nécessaire pour donner à chacun un travail et un emploi.
Surtout parce que le fait d'avoir un poste de travail ne signifie pas seulement résoudre les problèmes de survie réelle individuelle et ceux du noyau familial, le travail rend une personne digne, il la rend heureuse et cela est déterminant.
Lors du 90e anniversaire de la *Rerum novarum*, le pape Jean-Paul II a écrit une encyclique sur le travail qui est encore aujourd'hui fondamentale. En particulier, au chapitre 9 de la *Laborem exercens*, il dit : "*Le travail est un bien qui appartient à l'homme et il n'est pas seulement un bien utile, ou de profit, mais un bien rempli de dignité, c'est-à-dire qui correspond à la dignité de l'homme, un bien qui exprime cette dignité et qui la fait croître. Un bien qui non seulement transforme la nature en l'adaptant aux besoins humains mais qui permet à l'homme de se réaliser comme tel et, mieux encore, c'est, dans un certain sens, à travers le travail qu'il devient encore plus un homme*".
Il y a quelques semaines, nous avons reçu, avec le président Ego Perron, et encore une fois je vous en remercie, une aimable invitation de la section de Lillianes pour participer à une rencontre très appréciée au sujet de la situation politique actuelle. A la fin de notre intervention, un jeune chef d'entreprise local nous a posé cette question : "*Mais après cette crise économique tout redeviendra comme avant?*".
Il me semble que cette question intéressante doit être posée aujourd'hui. Si chaque crise est

dure, et celle-ci l'est particulièrement, elle peut cependant avoir un sens en nous faisant prendre conscience que quelque chose doit également changer en Vallée d'Aoste et si nous voulons sauver les emplois nous devons changer notre organisation.

Ma è sicuramente duro parlare di riforme di un sistema quando si sta vivendo una gravissima crisi economica; migliorare tagliando le risorse richiede grande senso di responsabilità da parte di tutti . L'Italia stenta a ripartire, vanno male (ultimo rapporto del Censis) occupazione, formazione e sviluppo. Qualcosa nell'organizzazione del lavoro è già cambiata negli ultimi mesi. L'accordo della FIAT di Pomigliano con il referendum di giugno del 2010 segna sicuramente una svolta : i lavoratori si sono di dichiarati disposti a accettare una riorganizzazione della vita in cambio di un rilancio dello stabilimento. E grazie alla detassazione del salario di produttività introdotto dal Governo, gli straordinari saranno in gran parte incassati dagli stessi lavoratori. Si è passati dalla logica della contrapposizione a quella del dialogo. E questo è già un cambiamento importante in uno Stato che ha i livelli più bassi d'Europa per il ricorso ad orari flessibili e per la percentuale di imprese che adottano modelli di partecipazione dei lavoratori agli utili. Certamente questo nuovo rapporto non può cancellare una storia sindacale e i risultati ottenuti dai lavoratori. Ma nel rispetto di questi paletti il dialogo è importante.
Inoltre per quanto riguarda sempre i cambiamenti nell'organizzazione del lavoro è stato approvato definitivamente lo scorso 19 ottobre il "collegato lavoro" dopo un periodo di gestione lungo e travagliato, con intervento anche di Napolitano, che introduce importanti novità come l'arbitrato, la conciliazione , i certificati di malattia on line, l'apprendistato a 15 anni.
E si stava lavorando prima della crisi della politica al piano triennale del lavoro approvato dal Consiglio dei Ministri il 30 luglio e soprattutto allo "Statuto dei lavoratori" di cui il Ministro Sacconi ha presentato recentemente una bozza alle parti sociali.
Cosa è cambiato nel mondo del lavoro è sicuramente l'affermarsi di una nuova cultura della sicurezza; non si può morire per il lavoro, non si può accettare come naturale questa epidemia di morti sul lavoro che in Italia è molto più significativa che negli altri paesi europei. Una cultura non più dipendente da procedimenti burocratici ma da formazione vera sui cantieri. In questo senso ho lavorato anch'io nella commissione di inchiesta sulle morti bianche al Senato.
E per rispondere a quell'amministratore di Lillianes, cosa cambierà qui da noi? Lo scriveva bene, il vice presidente David Follien sul *Peuple* : più iniziativa privata, maggior impulso alle attività artigianali, meno dipendenza dal pubblico. Il Presidente Rollandin e il suo Governo saranno ben contenti di sostenere quelle nuove imprese e attività valdostane, magari create da giovani e da donne. Più società meno Stato, dice Sacconi, e mi sembra che anche qui in Valle la prospettiva sia questa. Così anche per il mondo agricolo valdostano è fondamentale ridurre la frammentazione organizzativa. Volevo però concludere ringraziando il presidente Bombassei della sua presenza qui, oggi. E' un segno particolare di attenzione a noi e alla Valle d'Aosta. Il suo discorso e le sue indicazioni saranno particolarmente utili.
Certo parlare a pochi giorni da un appuntamento politico decisivo per il futuro dell'Italia è stato difficile soprattutto per chi, sperava che la stabilità politica nata dalle ultime elezioni potesse garantire al paese quelle riforme di cui ha bisogno.
Grazie dell'attenzione.

Antonio Fosson

DÉCÈS

La section de l'Union Valdôtaine de Quart
annonce avec regret le décès de

Madame
Marisa VIERIN
épouse **CHARRIER**
âgée de 68 ans

Le Comité de Direction et tous les inscrits présentent leurs plus sincères condoléances à son époux Giulio, vice-président de la section, à son fils Mauro, membre de la section, avec sa famille, ainsi qu'à tous ses parents et amis.

La section de l'Union Valdôtaine de Châtillon
a le regret d'annoncer le décès de

Monsieur
Robert PERRON
âgé de 89 ans

La communauté unioniste de Châtillon présente ses condoléances émues à son épouse Teresina, à ses filles Marisa avec son mari Arthur Pellissier, vice-président de la section et Luciana avec sa famille, ainsi qu'à tous ses parents.

NAISSANCES

La section de l'Union Valdôtaine de Chambave
a la joie d'annoncer la naissance de

Nicole CRETIER

qui est venue réjouir le foyer de Davide et Elena Chatrian.

Nous présentons nos plus vives félicitations aux heureux parents et à sa grande sœur Elodie, ainsi que nos vœux de bonheur et de prospérité à la petite Nicole.

La section de l'Union Valdôtaine de Chambave
a la joie d'annoncer la naissance de

Thierry CRETIER

de Paolo (Président de la section) et Gisella Gaillard.

La communauté unioniste de Chambave présente ses félicitations aux heureux parents et à son grand frère Mathieu, ainsi que ses vœux de bonheur et de prospérité au nouveau-né.

La section de l'Union Valdôtaine d'Ollomont

a la joie d'annoncer la naissance de

Elodie ROSSET

qui est venue réjouir le foyer de Virgilio et Angela Cammisotto.

Au nouveau-né, aux heureux parents et à son grand frère Germain vont nos meilleurs vœux de bonheur et de prospérité.

Remerciement

Aldina et toute la famille très touchées
par les nombreux témoignages d'affection et d'amitié
manifestés lors du décès de leur maman et de leur grand-mère

Madame
Julie CURIAT
veuve **COSTABLOZ**

remercient tous ceux qui par écrit, par téléphone ou par leur présence ont bien voulu partager leur grande douleur.
Nous adressons, en particulier, nos remerciements à Don Albino et à la section de l'Union Valdôtaine de Saint-Martin-de-Corléans.

Congrès de l'Union Valdôtaine du samedi 11 décembre

Allocution du Président du Conseil de la Vallée Alberto Cerise

Nous sommes appelés aujourd'hui, par notre congrès annuel, à réfléchir sur un thème très délicat, qui influence et va influencer les politiques et les stratégies publiques dans les prochaines années, c'est-à-dire la crise du travail.
Il existe des politiques du travail ponctuelles et très articulées vouées à soutenir l'emploi. Il est donc important d'avoir un échange sur ce thème, en écoutant la voix de ceux qui, au niveau politique, syndical et administratif, du monde des entreprises qu'œuvrent dans ce secteur.
En ouverture permettez-moi de faire quelques considérations.
La gravité de la crise financière et économique en cours présente désormais de façon évidente les caractéristiques d'une dépression structurelle de longue période.
Le parcours du monde occidental a toujours connu des phénomènes de chômage plus ou moins graves, auxquels on a toujours trouvé, dans les différents processus de reconversion des activités, des solutions rapides, quoique parfois relatives.
Mais, aujourd'hui, en faisant un tour d'horizon sur les Pays de l'Organisation de coopération et développement économiques (OCDE), il est de toute évidence que la priorité annoncée par presque tous les gouvernements est celle de résoudre le problème du chômage.
La question du travail ne connaît donc plus de frontières.
L'écroulement du PIB et de l'emploi des Pays de la zone OCDE a rejoint des niveaux jamais atteints au cours des dernières décennies. Les timides signes de reprise, qui apparaissent par moments et qui sont évalués sur la base du PIB, doivent malheureusement être rapportés aux investissements publics qui reposent sur la dépense publique. En effet, ceux-ci dérivent, pour les équilibres sociaux pour la majeure partie des transferts aux familles et aux entreprises. De cette manière, les dynamiques économiques enregistrent une augmentation du PIB mais les évaluations sur l'état de l'économie des Pays en crise devraient dériver de la variation du PIB, au net des variations de la dette publique.
Il est connu que la crise – et en particulier la crise économique – naît de l'énorme capacité productive inutilisée qui s'est accumulée dans les années ; à cela s'ajoute le fait que la globalisation impose une forte spécialisation des productions due au processus d'industrialisation des Pays en voie de développement.
Cependant le début de l'industrialisation des BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine), dans le cadre d'une économie mondiale ouverte, peut offrir d'énormes possibilités de revenus et de bien-être aux pays et aux entreprises qui sont en mesure de se spécialiser dans les activités de production que ces pays non ni l'intérêt ni la possibilité de produire.
L'on sort de cette crise d'emploi seulement à travers un processus radical de réorganisation des systèmes économiques évolués qui consistent en l'identification d'un nouveau système de technologies innovatrices et dans le même temps en la sortie décidée des secteurs de production qui ont des chiffres d'affaire inadaptés.
Le travail est directement lié à la production et celle-ci est directement liée aux marchés.
Cela peut sembler simpliste mais c'est en synthèse la trilogie sur laquelle l'on agit pour augmenter l'emploi. En fait le coût de l'emploi – même si de manière moins importante que par le passé – a une incidence sur le coût du produit et donc avec l'augmentation du coût du travail on défavorise le marché ; par conséquent dans les Pays OCDE où il y a des salaires élevés il faut agir avec des productions exclusives qui les soutiennent sans en démotiver les marchés.
Il est incontestable qu'a été sous-évaluée la capacité d'attaquer ces derniers de la part des Pays émergents, souvent privés de règles qui garantissent les salaires, la sécurité sociale, la salubrité et la sécurité sur le lieu de travail outre au respect de l'environnement dans les cycles du travail.
Le fait est qu'aujourd'hui aussi nous nous retrouvons avec de marchés saturés de produits qui ne sont pas toujours de mauvaise qualité, à des coûts excessivement concurrentiels. Et cela doit être objet de réflexion.
Nous devons nous rappeler que les hauts niveaux de la production totale des facteurs et du travail, dans la phase de croissance de l'économie italienne, avaient permis de financer les dépenses nécessaires à la création d'une structure sociale, faite de santé, d'école et de services, parmi les plus avancée du monde, car fruit d'une impulsion socialiste diffusée dans le Pays et affinée et renforcée par la morale chrétienne ; pour nous Valdôtain pour une solidarité innée à la base des principes de subsidiarité et de fédéralisme.
L'on ne sort pas de cette crise sans innovation. C'est seulement avec l'innovation que l'on peut soutenir la croissance et avec celle-ci l'emploi et la santé.
Si cela vaut pour tous les secteurs, c'est encore plus frappant pour l'énergie. Malheureusement, l'Italie, Pays transformateur, a un différentiel de coût de l'énergie de 30-35%.
Un processus innovant durable dans le long terme naît par la combinaison entre l'initiative et la créativité des entreprises et des individus et un contexte structurel organisé et par une action publique capable d'agir de manière clairvoyante, efficace et durable.
Il faut garder haute la valorisation des capacités dynamiques des entreprises, même avec des limites imposées par les règles communautaires, au-delà de toute considération relative aux marchandises, à condition que celles-ci respectent la compétitivité.
D'un point de vue normatif, nous enregistrons l'existence de lois qui renforcent le capital mais qui ne considèrent pas le travail ; pourtant une décision politique dans ce sens est l'unique qui pourrait soutenir l'emploi de manière crédible et structurelle, en particulier de la force de travail qualifiée et des jeunes.
Pour rester dans le public, nous devons remarquer la productivité de services publics est encore modeste ; pour notre région nous enregistrons en cela une longueur d'avance.
Enfin, le Pays doit se doter d'une stratégie scientifique et technologique.
J'ai insisté et je continue à insister sur la nécessité que des stratégies de développement, scientifiques et technologiques, doivent être réalisées dans un cadre coordonné dans le système Italie, pour éviter des formes délétères de concurrence dans ces domaines entre les différentes Régions.
Il y a par ailleurs d'autres questions qui concernent le travail et qui méritent un approfondissement, surtout dans notre réalité. Ce sont les questions de cette ample catégorie de travailleurs qui sont occupés par le biais des amortisseurs sociaux, les saisonniers qui dépendent en partie des collectivités publiques, les travailleurs précaires dont les contrats présentent trop peu de garanties et pour lesquels il faudrait renforcer des mécanismes de tutelle.
Il faut dire que tous les employés des secteurs publics et tous ceux qui travaillent grâce aux amortisseurs sociaux sont payés par le système d'imposition des taxes. De là, l'importance de soutenir le système productif par une série de mécanismes.
En premier lieu, il y a la nécessité de soutenir les entreprises par un assouplissement de la bureaucratie, en les aidant dans les procédures à accomplir, car il faut rappeler que le citoyen et l'administration ne parlent pas le même langage. Notre Autonomie spéciale devrait donc se concentrer aussi sur cette question : à savoir la définition de règles simples et claires simplifiant et accélérant les procédures. Nous pouvons le faire.
Nous avons, entre autres, abordé la question lors du congrès thématique sur la bureaucratie l'année dernière.
En deuxième instance, pour les Valdôtains, qui vivent un territoire qui nécessite de la main de l'homme pour se conserver et dont la conservation est porteuse de productions, il faut avoir le courage de regarder à ce territoire pour l'avenir professionnel de la communauté tout entière.
En effet, avec toutes ses limites, notre territoire présente des caractéristiques qui sont à même de révolutionner la nature saisonnière du travail en différenciant l'occupation. Je pense au travail dans les secteurs de l'agriculture, de l'entretien du territoire, du bâtiment dans la période estivale et au travail dans l'industrie touristique en hiver. La Vallée d'Aoste possède 750 km de pistes de ski, une centaine de dameuses pour les pistes de ski alpin et une quinzaine pour les pistes de ski de fond. Une région qui a ce patrimoine, n'a cependant aucune entreprise spécialisée dans ces secteurs.
Enfin, les changements dus par la modernisation imposent une disponibilité du travailleur aux déplacements. Et je pense aux jeunes spécialisés et à un haut niveau d'éducation qui devraient partir, même à l'étranger, et revenir en apportant leur bagage d'expérience. Mais je pense aussi à la disponibilité de se déplacer pour se rendre au travail. On ne peut pas imaginer avoir toujours une occupation en bas de chez soi ! Pour cela, l'engagement du système public pour garantir une efficacité du réseau des transports est évidemment indispensable.
En conclusion, je voudrais rappeler que tout travail est digne de considération et que tous les travailleurs sont à respecter : donc l'effort à faire va dans la direction d'aligner la demande du travail avec l'offre du travail.
Même dans les petites réalités nous ressentons les effets de la mondialisation et nous sommes donc appelés à renforcer les processus productifs par l'innovation, la haute spécialisation et la recherche. Et pour ce qui et de la production liée à notre territoire, si nous voulons qu'elle soit véritablement porteuse d'emploi, nous devons garantir sa qualité, son authenticité et sa typicité. Par ailleurs, l'entretien de notre territoire et sa sauvegarde constituent la condition essentielle pour le soutien des activités dans le domaine du tourisme, et celui-ci a toujours été objet d'analyse.
Il faut aussi reconsidérer l'approche occupationnelle des jeunes, en les ouvrant à l'échange avec les autres réalités et avec les autres cultures et en renforçant leur disponibilité aux déplacements. Tout comme il faut affermir la culture du travail au détriment de la culture du salaire, la culture des devoir avec celle des droits.
Tout cela pour donner un accomplissement à l'article 1 de la Constitution. Je désire donc exprimer toute notre solidarité, aussi dans une vision constitutionnelle, aux travailleurs en difficulté, en observant que c'est à partir du travail qui génère richesse – culturelle et financière – que nous devons redémarrer pour garantir à la communauté tout entière de la formation, de l'aide sociale, de l'éducation, des politique inclusives et de la culture, des services, en bref, pour assurer la paix sociale, le développement et la modernisation.

Vive la Vallée d'Aoste,
Vive le travail,
Vive l'Union Valdôtaine.

Albert Cerise